

Banquiers : « blocage des »

Les travailleurs

travaillent

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

REDICTION ADMINISTRATIVE : 5, rue de Charonne, Paris (XI) - Métro BASTILLE



Blasphème des impôts

Le gouvernement vient de prendre une décision « énergique » : le blocage des prix. Les travailleurs ont immédiatement compris la signification de cette décision : blocage des salaires. Car, quant aux prix, il y a longtemps qu'ils ont subi la manipulation scandaleuse de l'indice des 213 articles, qui devait servir de référence au fonctionnement automatique de l'échelle mobile, et qui, en réalité, les ménages n'ont pas besoin de se référer à l'indice. Il leur suffit de constater que les prix ont augmenté, tandis que les salaires n'ont pas bougé. Le sol-dan-blocage des prix n'est donc que la conservation de la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs.

Mais, au moins, peut-on espérer que les prix seront bloqués à leur niveau actuel ? En même temps qu'il annonce le blocage des prix, Mammouf déclarait qu'il y avait des dérogations, un exemple très significatif donna sa mesure à la « volonté » gouvernementale de bloquer les prix. Les maîtres de forges, voulant profiter de la pénurie actuelle d'acier, ont réclamé une augmentation des prix en juin. Le gouvernement français manifeste son opposition. Mais en juin, l'Aspiration à la grève générale, a été augmentée. Et le gouvernement autorise maintenant les utilisateurs d'acier à répercuter sur leurs prix de vente l'augmentation des prix des aciers !

GUERRE = MISÈRE La guerre d'Algérie a sa logique implacable. Elle implique, non seulement que le sang des jeunes français et algériens coule en abondance, mais aussi que la classe ouvrière française ait son pouvoir d'achat encore diminué. Officiellement la guerre d'Algérie coûte un milliard par jour. En fait beaucoup plus. Elle mobilise 400.000 hommes qui sont retirés de la production. Elle nécessite l'importation de quantités importantes de matériel de guerre. Le déséquilibre de la balance commerciale, déjà inscrit dans l'évolution de la situation économique européenne, s'en trouve accentué. Le solde doit être comblé en devises étrangères, la solidarité, très relative, du franc, s'en trouve affectée en cours de dévaluation, les capitaux ont tendance à ne pas être affectés, le recours au marché des capitaux devient de plus en plus difficile, et le taux d'intérêt plus élevé. Tout cela concourt à la dévalorisation de la monnaie, tôt ou tard traduite par une dévaluation officielle, dont sont toujours victimes les salariés, qui ont un pouvoir d'achat en baisse dès le jour.

deux ne pourront longtemps entraver le développement des luttes ouvrières. S'il en faut un témoignage, il nous est donné par Octave Rabat, éditeur de la rubrique des luttes ouvrières de « L'Humanité », et les militants communistes ont eu beaucoup de mal à expliquer leur orientation.

POUSSEE REVENDICATIVE ET NIVEAU DE L'ACTION

Pas plus qu'elle n'accepte que le sang des jeunes français coule pour défendre l'oppression coloniale, la classe ouvrière ne saurait faire la guerre d'Algérie. Les grèves se font plus nombreuses. Elles sont accompagnées de manifestations, comme celle des agents non diplômés de l'assistance publique. Mais il y a encore les travailleurs se heurtent aux mêmes obstacles que dans leur lutte contre la salle guerre. Les dirigeants syndicaux, CGT et FO soutiennent à leur manière, d'une façon adaptée au milieu syndical, la politique gouvernementale. Lorsqu'ils ne peuvent s'opposer à l'action, ils tentent de la limiter et de la freiner. On serait bien en peine de dire quelles sont les revendications pédi-cieuses des grandes centrales syndicales, car, dans toutes les corporations, on met en avant une monnaie de petites revendications, valables seulement pour telle ou telle catégorie. L'éparpillement des revendications, afin d'empêcher des actions, telle est la méthode utilisée, dans le but recherché d'empêcher la grève générale. C'est de cette manière que les dirigeants syndicaux soutiennent la politique gouvernementale, en paralysant les luttes revendicatives.

« Comité Messali »

UNE manifestation pleinement réussie : telle fut l'assemblée nationale du Comité pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, qui s'est tenue le dimanche 24 juin aux Horticulteurs, sous la présidence de Jean CASSOU, devant environ 200 personnes. Les débats, portant sur la répression et pour le cessez-le-feu, furent particulièrement intéressants et animés. Une tentative d'agression d'une vingtaine de fascistes se solda par un échec complet. Elle se déroula suivant le scénario désormais classique depuis Wagram : d'abord, trois minutes après les fascistes, la police se précipita à la porte prête à faire évacuer la salle si elle avait pu y constater le moindre trouble. Fort heureusement, l'ordre le plus parfait régna dès ce moment, le sort des fascistes ayant été réglé en un temps beaucoup plus bref par le service d'ordre. L'assemblée débuta à 9 h. 30, après communication écrite de Daniel MAYER, averti trop tard et retenu par des engagements antérieurs, par un substantiel rapport d'Yves DE-CHEZELLE. Rappelant que la répression contre les nationalistes algériens avait commencé depuis plusieurs décades - il cita notamment le cas d'un militant condamné à perpétuité et détenu à la prison de Marseille depuis 1945 - celui-ci souligna que, malgré la réaction des autres organismes, le Comité pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, créé dès octobre 1954, avait un rôle plus important que jamais. En effet, la répression a pris une ampleur sans précédent, contre Yves DE-CHEZELLE donna quelques exemples. A la prison d'Alger, cent détenus condamnés à se réjouir à l'étranger ou à prendre la maquis. Les camps de concentration sont bourrés. Les avocats s'en voient couramment refusés l'accès. Alors qu'un Viet-Nam, après trois mois pendant lesquels on traduisait les « rebelles » devant les tribunaux, ceux-ci étaient traités en prisonniers de guerre, en Algérie on ne compte plus de prisonniers en situation de guerre que les communistes en mentionnant.

la prime chez Renault

RENAULT paie 22 milliards d'impôts à l'Etat. Bénéfice avoué : 4 milliards de ces bénéfices avoués sont manipulés de telle façon qu'il ne reste plus que 1 milliard 300 millions à partager entre les ouvriers. Le Conseil d'administration a donc divisé les bénéfices restants en deux parts égales : 600 millions à l'Etat - 600 millions aux travailleurs ! Avec ces bénéfices nous pourrions avoir un milliard, au lieu de 600 millions, si nous avions eu la prime de 100 millions que nous avons, diminuer de 100 millions ! C'est-à-dire que le manoeuvre touche 2.000 fr. de moins, le PC 3.000 fr. etc. Les syndicats ont et vigoureusement résisté, ils ont sorti, chacun deux tracts à plus ou moins.

Pas d'exécution

TELEGRAMME A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE Assemblée Comité National pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression vous adjure de gracier tous les condamnés à mort. Vous rappelez qu'exécution enfonce encore plus les peuples français et algériens dans la guerre. Cassou, Massignon, Ruff, Pivert, Lamber, Boisselier et 120 signataires représentant 14 départements.

Par un aboutissement

UN groupe de camarades, parmi lesquels Bourdieu, Lecomte, Fontenis, Brassanin, etc., a adopté un texte qu'ils ont soumis à divers groupes de travailleurs d'industries d'avant-garde. Dans une certaine mesure, cette initiative est celle de notre Parti sur le problème du regroupement des révolutionnaires. On sait que la direction de divers groupes d'actions, communales et de meetings des Horticulteurs pour la liberté des démocrates. Nous avons indiqué notamment à la direction de la Fédération Communiste Libertaire, que nous jugeons indispensables les propositions qui nous ont faites il y a trois mois, tendant à l'organisation d'une discussion sur l'appartenance à quel que soit l'importance des questions programmatiques. Ce sont les propositions qui nous ont faites il y a trois mois, tendant à l'organisation d'une discussion sur l'appartenance à quel que soit l'importance des questions programmatiques.

GRÈVES DANS LES BANQUES

DES syndicats ont appelé le mardi 21 juin le personnel des Banques à grève. Les grèves ont duré 10 h. pour obtenir une prime de vacances de 20.000 fr. Préparé dans de mauvaises conditions et sans perspectives, la grève a été suivie très irrégulièrement suivant les entreprises. De nombreux employés n'étant pas convaincus de l'efficacité du mouvement sont venus travailler. Seul le poste de la Banque Nationale d'Escompte les employés ont grévés en scandant les mots d'ordres : « Notre prime de vacances » « Nos 20.000 fr. ».

LACHER LA PROIE POUR L'OMBRE

QUAND, en septembre 1955, les organisations syndicales des usines Renault-Billancourt ont signé le accord-maison baptisé « accord Renault » et qui prévoit, d'ailleurs, des clauses avantageuses de l'accord. Elles justifient leur signature par le fait que, si elles ne font pas de monter en Algérie une des clauses

« Comité Messali »

rapport aux propositions primitives de la FCL : il s'efforce en effet de résoudre les problèmes politiques de l'heure. Normalement, il n'est pas suffisant de dire que l'Etat est responsable de la guerre d'Algérie. Il faut aussi dire que l'Etat est responsable de la guerre d'Algérie. Il faut aussi dire que l'Etat est responsable de la guerre d'Algérie.

« Comité Messali »

Le texte qui nous a été présenté, certes, un progrès par rapport aux propositions antérieures, mais il y a encore beaucoup de choses à faire. Nous avons indiqué notamment à la direction de la Fédération Communiste Libertaire, que nous jugeons indispensables les propositions qui nous ont faites il y a trois mois, tendant à l'organisation d'une discussion sur l'appartenance à quel que soit l'importance des questions programmatiques.

TOUT LES VOTÉS LA VÉRITÉ EST DANS LES 1956

LA VÉRITÉ Communiste Internationaliste

A Bordeaux aussi les travailleurs veulent monter au bureau du patron

Le 12 juin, 1.500 ouvriers de la métallurgie de la région de Bordeaux ont défilé dans trois entreprises différentes... A la G.M.T. aux Etablissements Dasse et à la SPERMA...

Le 14 92 % des travailleurs bordelais rejettent les propositions patronales... Et le 25 juin, « L'Humanité » annonce qu'un accord a été réalisé entre représentants syndicaux et patronaux...

C'est l'expérience de St-Nazaire et de Nantes du juillet, août et septembre 1955 qui se renouvelle... Elle a les mêmes aspects. D'une part, les ouvriers veulent se battre et valent par tous les moyens...

C'est à l'« Humanité » et à la section des chemins de fer de Paris-Est que nous sommes allés chercher... Quant aux syndicats COT-FO et CGT de Paris-Est, aucune lettre nous n'est parvenue au mardi 12 juin 1956...

... .. ou révolutions sociales ?

A dénonciation, par l'aristocratie soviétique, du régime du bureaucratisme dans toutes les activités sociales en URSS, est aussi vieille que le socialisme... Mais au prix d'un énorme appauvrissement de forces, aux dépens des travailleurs...

De plus, la situation était encore aggravée par le fait que la classe ouvrière qui avait vaincu les Blancs dans la guerre civile, avait subi des pertes sensibles... Mais au prix d'un énorme appauvrissement de forces, aux dépens des travailleurs...

La classe ouvrière elle-même a subi des modifications sociales importantes. D'abord elle a augmenté en nombre : 1 million de travailleurs en plus par an, en moyenne, depuis 1940... Dans ce domaine, nous ne sommes pas en retard sur les autres pays...

La bureaucratie menace L'ÉVAUOINTOXICATION L'ÉVAUOINTOXICATION L'ÉVAUOINTOXICATION

DES MODIFICATIONS IMPORTANTES S'OPÈRENT Un des buts du socialisme est de pousser à un degré le plus élevé, l'économie nationale... Dans toute cette période, la dénonciation respect l'indépendance de ces comités...

LE COMITÉ TECHNIQUE DU RAPPEL DES DISPONIBLES ET LE MAINTIEN DU CONTINGENT DU 23 ALSACE A PARIS... Quant au Service de Librerie, nous avons pris contact avec les comités de Paris-Pajol et Océaniques...

... .. ou révolutions sociales ?

... .. ou révolutions sociales ?

... .. ou révolutions sociales ?

... .. ou révolutions sociales ?

... .. ou révolutions sociales ?

Les chemins de fer nous rappellent que nous sommes des hommes

ON NOUS COMMUNIQUE : A la suite de l'appel lancé par 43 cheminots du S.R.-V.E. Economat... Quant aux syndicats COT-FO et CGT de Paris-Est, aucune lettre nous n'est parvenue au mardi 12 juin 1956...

LE COMITÉ TECHNIQUE DU RAPPEL DES DISPONIBLES ET LE MAINTIEN DU CONTINGENT DU 23 ALSACE A PARIS... Quant au Service de Librerie, nous avons pris contact avec les comités de Paris-Pajol et Océaniques...

... .. ou révolutions sociales ?

ATTENTION !!! TOUT LE COURRIER POUR « LA VÉRITÉ » OU LE P.C.I. DOIT DESORMAIS ÊTRE ADRESSÉ À L'ADRESSE SUIVANTE

SOCIÉTÉ DE PUBLICATIONS, D'ÉDITION ET DE LIBRAIRIE, 5, RUE DE CHARONNE, PARIS 11... « LA VÉRITÉ » a fait imprimer des « Bons de Solidarité » (100 frs) dont nous reproduisons ici le fac-similé...

« La Vérité »

« La Vérité » a fait imprimer des « Bons de Solidarité » (100 frs) dont nous reproduisons ici le fac-similé... Tout au contraire elle ne peut que susciter les passions, et par là même à la communauté nationale...

LES LECTEURS NOUS ÉCRIVENT

ILS JOUENT LES PONCE-PILATE... « L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire... « L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire...

« L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire... « L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire...

S.P.E.L.

SERVICE DE LIBRAIRIE 3, rue de Charonne, Paris XI G.P.F. 0302-01 Paris... Plus que jamais les œuvres de Léon Trotsky sont d'actualité.

COMMUNISTE DE L'U.S.T.A.

« L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire... « L'Humanité » qui cherche en vain dans votre journal le fin mot de l'histoire...